

## A Pau, 1500 personnes mobilisées pour défendre des forêts vivantes

Collectif Forêts Vivantes Pyrénées  
15/06/2025



Ce samedi 14 juin, environ 1500 manifestants ont répondu à l'appel du collectif Forêts Vivantes Pyrénées, de syndicats et de nombreuses associations locales et nationales, pour une grande journée de mobilisation à Pau en faveur des forêts vivantes. L'événement, festif et déterminé, s'est articulé autour d'un village associatif, d'une marche en ville et de nombreuses prises de parole de citoyen.ne.s, de représentants d'associations, de syndicats et d'élus. Retour sur une journée pour dénoncer les projets industriels destructeurs comme E-CHO ou Biochar.

### Un village, des associations, un même objectif

Dès 9h30 - Installé au Parc Lawrance, le village associatif a rassemblé une quinzaine de collectifs et d'associations : Forêts Vivantes Pyrénées, CGT Pau, Pau à Vélo, GNSA, Canopée – Forêts Vivantes, Forêts Vivantes Gironde, Rondins des bois, Solidaires Béarn 64 / SNUPFEN, Soulèvements de la Terre – Comminges, Cagire sans usine, Scientifiques en Rébellion, ATTAC... Tous engagés pour préserver les forêts de l'appétit des industriels, la présence de ces "vigies" citoyennes montre combien la pression est forte sur la forêt, dans les Pyrénées et partout en France.

### Des voix associatives fortes et unies

14h45 - Avant que ne démarre la marche dans les rues de Pau, un temps fort de prises de parole associatives a permis de poser les enjeux et d'ouvrir la mobilisation. Aux côtés de la CGT Bois - Ameublement, de Solidaires- Snupfen, de la Confédération Paysanne Béarn, du Collectif des Scientifiques en Rébellion, de Forêt Bien Commun, Solal Bordenave, représentant du collectif organisateur Forêts Vivantes Pyrénées, a pointé du doigt les absurdités du projet E-Cho: *“Ce projet rassemble tous les ingrédients du parfait cauchemar. Une consommation de 500 000 tonnes de bois / an, ce qui revient à raser toute la forêt d'Iraty en moins d'une décennie. Une consommation électrique équivalente à celle de tout le département. Une consommation d'eau équivalente à celle de Pau. Le plus gros électrolyseur du monde, installé – cas unique en France – juste à côté d'habitations et d'une route passante pour s'assurer de faire des morts le jour où il explosera. Un coût de 2 milliards d'Euros, dont une bonne part de subventions publiques, pour créer moins de 700 emplois et en détruire bien plus dans les filières existantes qui se retrouveront incapables de payer le bois dont elles ont besoin. A ce compte-là, autant donner l'argent directement aux employés prévus...”*

Thomas Brail, fondateur du Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA) et figure emblématique de la lutte contre l'A69, a rappelé l'importance de la mobilisation citoyenne et des luttes collectives, dont témoigne la victoire obtenue contre la méga-scierie de Florian à Lannemezan.

Enfin, Bruno Doucet, chargé de campagne forêt à Canopée Forêts Vivantes, a souligné les incohérences du modèle industriel porté par E-CHO, rappelant que les forêts captent aujourd'hui deux fois moins de carbone qu'en 2015, et a plaidé pour une gestion raisonnée, priorisant les usages du bois et l'emploi local : *“En France, on sait gérer les forêts. Faisons-le intelligemment, au service du vivant, pas de la spéculation industrielle”*.

### Une marche rythmée et symbolique

15h30 - Le cortège de près de 1500 personnes s'est élancé en direction du square Aragon, parcourant le boulevard des Pyrénées. Slogans, batucada et musique ont résonné dans les rues de Pau et devant la mairie.

16h - La conseillère régionale Laurence Montoman a parlé d'une motion « biomasse » qu'elle soumettra au Conseil Régional le 16 et 17 juin, demandant un moratoire sur les nouveaux usages industriels, une mise à jour du plan régional forêt bois (PRFB) et un inventaire forestier intégrant une prospective 2030-2050,

années cruciales nous séparant de la neutralité carbone. Il apparaît, en effet, indispensable de prendre en compte le cycle de vie complet de nos forêts pour pouvoir prétendre à une gestion « durable » de la forêt en pleine crise climatique. Plusieurs autres élus locaux et régionaux, parmi lesquels Isabelle Larouy (conseillère régionale), Didier Damestoy (conseiller régional) ou encore Jean-François Blanco (élu à la CC Pau Béarn Pyrénées) ont exprimé leur opposition claire aux projets E-CHO et BIOCHAR. Le maire de Billère et vice-président de l'Agglomération Pau - Béarn Pyrénées, Arnaud Jacottin, a rappelé le vote, en avril, par le conseil municipal de Billère d'une motion contre E-CHO et son soutien aux manifestants. Quelques jours auparavant la Communauté d'Agglomérations du Pays-Basque avait également voté une motion contre E-CHO. Tous les élus ont salué l'engagement des manifestants et l'importance de la mobilisation citoyenne dans ce combat.

17h30 - Après un passage devant la préfecture, c'est place de la Libération, devant le tribunal, que s'est tenu le symbolique procès « des rois de la décarbonation », orchestré par l'association Rondins des Bois. Festif, joyeux et résolu, le cortège s'est finalement dispersé dans la verdure du parc Lawrance, laissant résonner un message clair : la forêt n'est pas une ressource à exploiter, mais un bien commun à protéger.

### **Aujourd'hui une marche citoyenne, demain une loi pour défendre les forêts !**

Tout au long du cortège, familles, jeunes, retraités, militants ont exprimé leur engagement pour une forêt vivante et une transition réellement écologique de notre société :

« *Je suis venue contre les projets biochar et E-CHO. Ils ravagent les forêts et consomment eau et énergie à outrance* » – Elsa, 46 ans, Pau

« *On est là pour notre avenir, pour la biodiversité. Nous habitons Lasseube, la forêt est omniprésente, c'est normal pour nous de vouloir la protéger* » – Éloïse et Aurore, 18 et 14 ans

« *Détruire la biodiversité pour faire voler des avions, ça n'a aucun sens. Ce projet ne va pas dans le sens de l'histoire* » – Margot, 33 ans, Oloron Sainte-Marie

« *Ma sœur vit près d'un site industriel à Saint-Gaudens, elle en est victime aujourd'hui. Il faut lutter contre ces projets dont les impacts négatifs sont multiples* » – Christine, 61 ans, près de Pau

Lors des prises de parole d'élus, la députée Sylvie Ferrer a mentionné une proposition de loi pour encadrer l'exploitation forestière, qui sera prochainement rediscutée à l'Assemblée Nationale (la dissolution avait interrompu les débats). Fort de cette mobilisation, le Collectif Forêts Vivantes Pyrénées et plusieurs réseaux nationaux de protection des forêts appellent à l'élaboration d'une loi d'urgence pour des forêts vivantes. Une pétition, portée par Greenvoice, détaille ce que les défenseurs de la forêt attendent de cette législation:

- **Stopper les aides publiques** aux projets industriels destructeurs de forêts
- **Financer la régénération naturelle** des écosystèmes forestiers
- **Abandonner les projets industriels utilisant la biomasse forestière** (E-CHO, Biochar, Biosyl, Gardanne, Orpinia, SIAT, Hynovera...)
- **Donner une personnalité juridique aux forêts** pour mieux les protéger
- **Renforcer les moyens des services publics forestiers**

« *Une autre voie est possible. Nous appelons chacun, citoyen comme élu, à prendre ses responsabilités pour préserver ce qui nous permet de vivre : les forêts, l'eau, la biodiversité* »

(<https://agir.greenvoice.fr/petitions/il-faut-une-loi-d-urgence-pour-des-forets-vivantes>)

Léa Di Do

Collectif Forêts Vivantes Pyrénées

Contact presse : [presse@foretsvivantes-pyrenees.fr](mailto:presse@foretsvivantes-pyrenees.fr)

Page presse de notre site: <https://foretsvivantes-pyrenees.fr/presse-dossiers-et-communiques/>